

que le gouvernement américain se sont laissés influencer par des considérations d'ordre politique plutôt que par des motifs d'ordre humanitaire et économique. Ce sera seulement lorsque les personnages en haut lieu se rendront compte que les relations économiques justes et honorables sont à la base des relations politiques heureuses et harmonieuses, que nous verrons s'établir dans le monde un régime de paix et de fraternité.

Je désire maintenant féliciter le ministre des Finances (M. Abbott) de la franchise avec laquelle il s'est adressé au peuple américain au sujet de ses responsabilités dans ce monde où les relations commerciales sont confuses et mal équilibrées. Je crois qu'il a bien agi. Si j'avais quelque critique à formuler, je me contenterais de dire que seuls les techniciens et les gens profondément versés dans le commerce mondial pourraient comprendre les termes diplomatiques recherchés dont il s'est servi. Après tout, il importe que ces questions soient mises à la portée des citoyens ordinaires de la république voisine si l'on veut que s'amorce un mouvement favorisant un changement d'attitude et le recours à des mesures équitables. Il incombe aux États-Unis de se joindre à tous afin que la Grande-Bretagne puisse être soulagée du fardeau des prêts et des dons, ainsi que des autres secours qu'elle a été contrainte de fournir à d'autres pays. Il ne faut pas que la Grande-Bretagne s'effondre. Des forces puissantes cherchent, je le crains, à la détruire.

J'en viens maintenant à ma quatrième conclusion. Il m'est difficile de penser que la forte dévalorisation de la livre est vraiment justifiable. Elle aurait pu l'être si le chômage avait été général en Grande-Bretagne, mais il ne l'est nullement. Depuis quelque temps, tous les ouvriers sont employés là-bas. Nous devons donc chercher ailleurs les motifs qui ont pu justifier cette initiative.

Les observations précédentes m'amènent à exposer une cinquième conclusion. La forte pression qui a contraint la Grande-Bretagne à dévaloriser sa monnaie me semble entrer dans le cadre d'un plan mondial visant à provoquer la déflation. C'est que les affaires allaient trop bien. Les ouvriers, en général, ont été trop prospères et trop heureux, au gré des puissances assoiffées de pouvoir. Les salaires doivent être abaissés et les prix ramenés à de plus bas niveaux; la puissance d'achat disponible doit être sensiblement réduite dans tous les pays du monde. Comment pourrait-on rétablir le taux d'intérêt à son niveau habituel et rendre les hommes dociles et serviles, sans une déflation générale marquée. Voilà les questions qu'ils se posent; voilà ce qu'ils exigent.

[M. Low.]

Si cette conclusion se révèle fondée,—et je crois qu'elle l'est,—comment pourra-t-on enrayer la tendance à la déflation, avant que les producteurs soient forcés de vendre à des prix antiéconomiques et que les salaires ne suffisent plus à assurer la subsistance? il y a plus. Si nous en revenons là, comment empêchera-t-on l'agitation révolutionnaire d'ébranler le monde? N'oublions pas que les peuples démocratiques ne toléreront pas la répétition des tristes années 30. Que fera le "Gros Ours" pendant que nous nous débattons dans le marasme économique, le chômage et la misère qui accompagneront peut-être ce genre de déflation. Il ne me serait pas difficile d'imaginer ce qu'il pourrait faire en pareil cas.

Cela m'amène à ma sixième conclusion. Ceux qui étudient les affaires mondiales voient dans tout cela un mouvement destiné à discréditer la livre sterling et à faire du dollar le maître incontesté du monde. Il se peut qu'il n'en soit pas ainsi, mais je suis enclin à croire le contraire. Il est un fait incontestable, c'est que, depuis trop longtemps déjà, l'univers assiste à un conflit entre les manipulateurs de deux genres de devises, le dollar et la livre sterling. Dans plusieurs pays, des millions de personnes ont souffert sans raison de ce conflit.

A coup sûr, il doit être clair à tous les gens pensants qu'au point de vue du commerce international, l'important pour notre pays comme pour tous les autres, est de réussir à vendre l'excédent de nos denrées à ceux des autres pays qui en ont besoin et qui les veulent et à importer au Canada l'excédent des denrées des autres pays que les Canadiens désirent et qu'ils sont disposés à acheter, puisqu'ils en ont les moyens. Aucune guerre des devises ne devrait entraver ce procédé normal et naturel. Aucune manipulation de devises ne peut empêcher des échanges honnêtes, heureux et mutuellement fructueux de denrées et de services dans le champ international, si l'on remplace le culte de l'or et du dollar tout-puissant et le pouvoir qu'ils confèrent, par le désir sincère et honnête des hommes d'aimer leur prochain comme eux-mêmes.

Je prie le Gouvernement d'user, d'ici une semaine ou deux, tant que durera cette crise sérieuse,—elle pourrait bien durer plus longtemps,—de la plus grande prudence dans les moyens qu'il prendra de parer à la situation. Je présume que la décision de la Grande-Bretagne forcera le Canada à dévaloriser sa devise s'il veut concurrencer les autres pays comme l'Australie et les nations qui ont déjà suivi l'exemple du Royaume-Uni. Le Canada ne devrait pas prendre parti dans la guerre